

L'avenir incertain des nouvelles générations

Louis Chauvel

Il existe deux façons de voir le problème des jeunes générations. La première, historiquement, est de filiation libérale et consiste à s'inquiéter de la dette qui, échappant à tout contrôle, pourrait nuire aux générations futures, victimes ainsi de notre impéritie ; « si nous, génération présente, avons, du moins par notre silence, consenti à grever les revenus de nos neveux, nos neveux ne jugeront-ils pas convenable de secouer ce fardeau, s'ils viennent à s'apercevoir qu'il n'a servi en rien à leur bonheur ? » (Jean-Baptiste Say, 1832, *Economie politique*). La seconde tradition, dont les origines se situent dans la pensée solidariste, préfère interroger la durabilité des acquis sociaux dans une longue chaîne du développement humain, et prend en compte le long terme dans l'ensemble de ses réflexions, en posant la question de solidarité que nous devons à ceux qui viennent après nous : un progrès immédiat et non durable qui serait obtenu en dépit des capacités futures de développement des générations à venir heurte à l'évidence le « principe responsabilité » de Hans Jonas¹. Dans cette deuxième tradition, le statut de la dette est très différent : une dépense présente dont on sait qu'elle est un investissement productif pour l'avenir est une bonne dette, ce qui ne saurait être le cas si elle ne sert qu'à couvrir une pure consommation sans lendemain.

Dans cette seconde tradition, il existe une forme de solidarité indirecte selon laquelle nous devons à la génération qui suit un progrès économique, social, culturel, à la mesure de ce que la génération précédente nous a légué, de façon à assurer la pérennité d'une longue chaîne du développement humain ; si le legs d'un tel progrès devait être impossible - faute de croissance suffisante -, au moins devrions-nous partager avec ceux qui suivent un peu du fardeau qui est le leur. Dès lors, le diagnostic portant sur les évolutions vécues par les jeunes générations par rapport aux anciennes est stratégique : si leur jeunesse et leurs perspectives sont moins favorables que celles dont nous avons bénéficié, quelque chose est à repenser dans la dynamique d'ensemble.

¹ Jonas H., 1990 (1979), *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation*, Paris, Cerf.

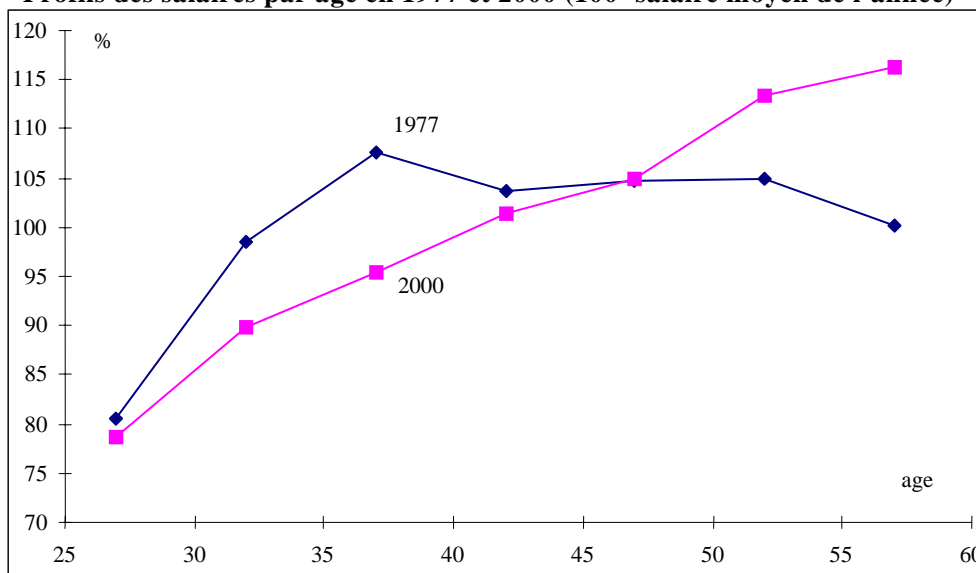
Déshérence sociale

Les difficultés des nouvelles générations ne datent pas d'hier : depuis plus de vingt ans, en France, le fléau du chômage des jeunes demeure sans solution. En 1984, avec le tournant de la rigueur et l'expansion du chômage de masse, le taux de chômage dans les 24 mois qui suivent la sortie des études culmine à 33 %, contre 6 % en 1973 et 25 % en 2004. Les premiers nés du baby-boom, même s'ils font face à des fins de carrière problématiques, sont en même temps les dernières générations entrées précocement dans le monde du travail dans un contexte de plein emploi, susceptibles de bénéficier de l'espoir d'une retraite complète à 60 ans. Si naguère il était possible de choisir son employeur, depuis vingt ans, une concurrence radicale autour de places raréfiées attend les jeunes à l'entrée dans la vie adulte : ce mode de socialisation a marqué l'ensemble des générations de moins de 45 ans aujourd'hui.

Devant le chômage de masse et la concurrence, les nouvelles générations ont dû réduire leurs prétentions salariales : en moyenne, en 1977, les salariés de cinquante ans gagnaient 15 % de plus que les salariés de trente ans, et aujourd'hui, l'écart est de 37 % (cf. graphique 1). Si naguère les classes d'âge adultes vivaient sur un pied d'égalité, les fruits de la croissance économique, ralentie depuis 1975, ont été réservés aux plus de 45 ans. En même temps, l'évolution des prix de l'immobilier complique la comparaison des niveaux de vie : comparés à ceux qui ont acheté leur logement voilà vingt ans, les jeunes font face aussi à des conditions de logement problématiques. Ils doivent travailler deux fois plus longtemps qu'en 1986 pour louer ou acheter la même surface dans le même quartier.

Graphique 1.

Profils des salaires par âge en 1977 et 2000 (100=salaire moyen de l'année)



Source : Enquêtes Emploi 2000 et Formation-qualification-professionnelle 1977, INSEE ; archives LASMAS-Quételet

Note : salaire moyen dont primes des classes d'âge (tranches de 5 ans) rapporté à la moyenne annuelle ; champ : population en emploi recevant plus de 150 €2000. En 1977, les salariés de 30 à 34 ans gagnaient 1,5 % de moins que la moyenne des salariés et 10 % de moins en 2000. Femmes et hommes ont connu parallèlement les mêmes évolutions.

Ces difficultés ne se résorbent pas avec l'entrée dans la vie active. C'est ce que les Anglo-saxons appellent un « *scarring effect* », un effet de cicatrice ou de scarification : le fait que les générations mal parties arrivent généralement mal. Contrairement à de nombreuses promesses répétées, les premières victimes du ralentissement, âgées de 45 ans maintenant, n'ont jamais rattrapé leurs difficultés à l'entrée dans la vie. Pire encore, dans le monde du travail, considérés comme « jeunes » de plus en plus tard, les nouveaux venus sont en même temps vieux de plus en plus tôt : de nombreux DRH qualifient de « seniors » les personnes de plus de 45 ans, voire plus tôt encore. L'âge idéal pourrait ne plus exister, et demain, beaucoup de « vieux » n'auront jamais connu le statut d'adulte autonome reconnu comme tel. La solidarité familiale a certes permis à ceux qui en bénéficient d'amortir ces chocs dont la violence aurait été sinon d'une autre visibilité, mais avec quelles conséquences ? D'une part, les entreprises ont fini par s'habituer à faire travailler les jeunes *pour presque rien*, grâce aux généreuses subventions des familles. D'autre part, en agissant comme un puissant analgésique, cette solution a fait oublier le mal qui empire, d'où le besoin de doses croissantes.

Un ascenseur social problématique

La génération née vers 1945 avait en quelque sorte bénéficié de la déveine historique de ses parents qui, pour avoir eu vingt ans autour de 1940, avaient vécu les plus dures années du XXe siècle. Les premiers baby-boomers, adultes à la fin des années 1960, ont ainsi bénéficié d'une mobilité ascendante exceptionnelle : à 25 ans, leur pouvoir d'achat était trois fois plus élevé que celui de leurs parents au même âge. L'automobile, conquête d'une vie de labueur pour les parents, leur était acquise d'emblée, et de ce point de départ les carrières progressaient encore avec certitude. Pour leurs propres enfants, nés vers 1975, ces conditions d'ascension sociale sont nettement compromises, simplement parce que la structure sociale au moment du recrutement est marquée par une dynamique nouvelle.

Lorsque l'on établit les moyennes sur l'ensemble de la population, les inégalités économiques telles que l'INSEE les mesure sont stables - même si ce constat résulte en partie d'une mauvaise couverture des revenus de la propriété et notamment des plus values de long terme. Le problème central est que ce résultat moyen dissimule des résultats contradictoires selon les classes d'âge. Naguère, avec l'expansion de la société salariale et la montée en puissance des « nouvelles classes moyennes »² dans un contexte de plein emploi dès l'entrée dans la vie, toute nouvelle génération entrait avec un niveau d'inégalité intracohorte inférieur à celui des précédentes.

² Alain Touraine, 1968 [1965], « Anciennes et nouvelles classes sociales », dans G. Balandier, *Perspectives de la sociologie contemporaine*, Paris, PUF

Ce n'est dorénavant plus le cas : entre les classes moyennes supérieures, et plus particulièrement celles fondées sur un patrimoine économique important, d'une part, et d'autre part les classes moyennes intermédiaires et les classes populaires, l'écart s'accroît de nouveau (cf. tableau 1).

**Tableau 1. Inégalités de niveau de vie de différentes classes d'âge (1979-1999)
(rapport interdécile)**

	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60-64
1979	2,7	2,8	3,2	3,6	4,2	4,9	5,7	5,1
1999	3,1	3,5	3,3	3,3	3,8	4,0	4,7	4,1
Diff.	0,4	0,7	0,1	-0,3	-0,4	-0,9	-0,9	-1,0

Sources : Luxembourg income study data (www.lisproject.org) et Budget des ménages 1999-2000 INSEE.

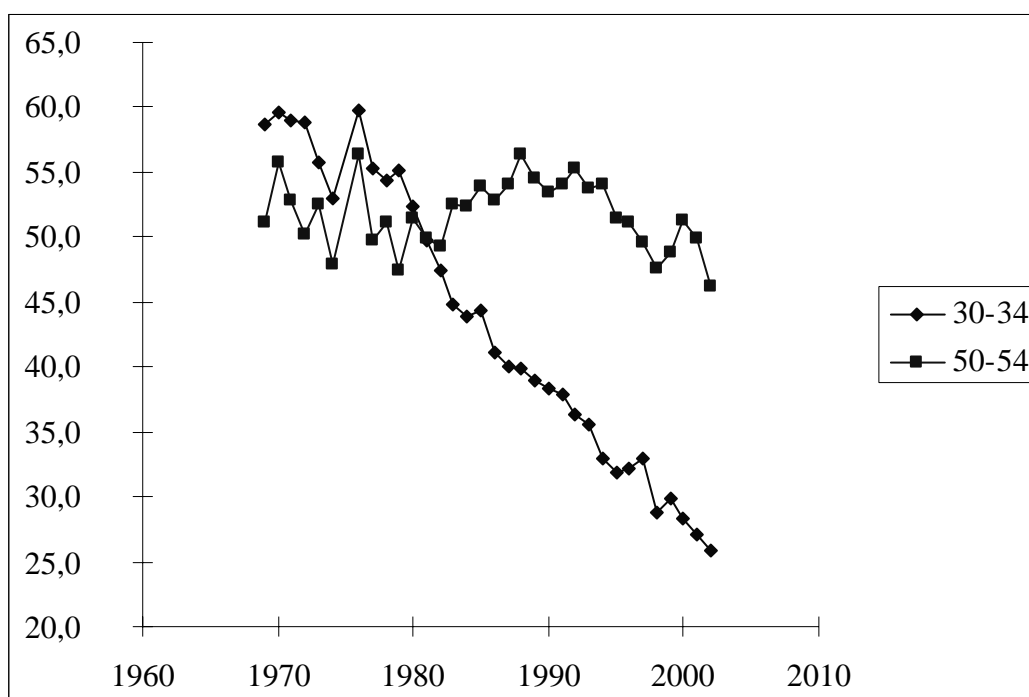
Note : Le rapport interdécile est la division du neuvième décile (le revenu qui sépare les 10 % les plus riches des 90 % situés en dessous) par le premier décile (le revenu qui sépare les 10 % les plus pauvres des 90 % situés en dessus).

Phénomène invisible à ceux qui établissent abusivement des moyennes sur une population maintenant plus hétérogène, comme à ceux qui réfléchissent avant tout sur des cas types, cette désagrégation des classes moyennes avec le remplacement générationnel est maintenant bien visible. Chez les jeunes actifs, la dynamique porteuse est maintenant au sommet du salariat privé, à l'étage des avocats d'affaire, de l'expertise comptable internationale, de la consultance, de la finance, du management et de l'Etat-major des grandes entreprises, autant de groupes sociaux où confort matériel et faible visibilité de long terme vont ensemble ; à l'autre extrémité de la pyramide sociale, la précarité va de pair cette fois-ci avec la modestie du niveau de vie. C'est ainsi que s'élargit le cercle de la précarité qui s'était rétréci pour les générations qui avaient connu l'extension maximale de l'Etat-providence.

Au-delà de cet aspect socioprofessionnel du blocage de l'ascenseur social, la dimension éducative met en évidence des phénomènes inattendus voilà seulement vingt ans. Aujourd'hui, avec trois années d'études en plus, les jeunes font face à un taux de chômage quatre fois plus élevé que celui de leurs parents trente ans plus tôt. Alors qu'un baccalauréat obtenu en 1970 était un ticket d'entrée dans les catégories intermédiaires, il fallait valider deux années de plus en 2000 pour parvenir au même point sur la pyramide sociale (cf. graphique 2).

Evidemment, ceux qui n'ont pas même le baccalauréat ont connu un sort moins enviable encore, mais le déclassement structurel lié au doublement du nombre des titulaires du baccalauréat sans que les places correspondantes dans la société aient connu la même dynamique implique au sein de la nouvelle génération des frustrations profondes, d'autant plus intenses que les promesses d'un avenir meilleur ont été formulées naguère par les tenants de la croissance des taux de diplômés dans la population.

Graphique 2. Probabilités d'accès à la catégorie cadres et professions intermédiaires pour les titulaires d'un baccalauréat dans deux classes d'âge (1969-2002)



Source : Enquêtes *Emploi* 1969-2002, INSEE ; archives LASMAS-Quételet.

Note : Alors que les quinquagénaires bacheliers n'ont pas vu varier sensiblement leurs probabilités d'accès à la catégorie cadre et professions intermédiaires, les bacheliers trentenaires ont fait face à une très forte dévalorisation de leur titre. Une analyse approfondie montre que les générations qui effectuent un mauvais départ en matière de valorisation de leurs titres ne rattrapent pas ce retard initial.

Ainsi, les jeunes ne sont pas seulement bardés de diplôme dévalués (si le baccalauréat de 1965 permettait d'être instituteur, la licence de 2000 n'y suffit plus), mais aussi, de plus en plus souvent, les enfants ratés de parents prodiges : si le père a pu naître dans la classe populaire et accéder aux classes moyennes, le fils et la fille risquent plus souvent de suivre le mouvement inverse. Le déclassement n'est plus simplement scolaire, mais aussi social, car pour la première fois en période de paix, la situation globale de la jeune génération est moins favorable que pour celle de ses parents. Faute d'accompagnement collectif de ces trajectoires, naguère exceptionnelles, l'intériorisation d'un échec en apparence personnel, mais qui n'est

autre qu'un ratage collectif, peut avoir des effets psychologiques délétères, mais aussi des conséquences politiques dangereuses.

Déstabilisation politique

Ce déclin social de la jeunesse s'accompagne de son renoncement au moins apparent à la mobilisation. Les jeunes ont cessé d'être les acteurs politiques déterminants qu'ils avaient été voilà trente ans. La participation aux formes les plus institutionnelles du politique s'effondre chez les jeunes : en 1982, l'âge moyen du représentant syndical ou politique était de 45 ans ; il est de 59 ans en 2000. Les députés de moins de 45 ans représentaient 38 % de l'Assemblée en 1981, et seulement 15 % en 2002 ; l'âge médian des députés était de 52 ans en 1997 et de 57 ans en 2002. En même temps, le vieillissement et l'extinction du lectorat de la presse (plus de 50 % de lecteurs quotidiens pour les générations nées en 1930, 15 % pour celles nées en 1970, sans réel retour à la lecture avec l'âge) va dans le même sens d'un retrait général. S'il est faux de dire que les jeunes ne sont plus informés et ne s'intéressent plus à la politique, leur participation au débat est toutefois réduite, tout comme leur capacité à infléchir les décisions. En dehors des syndicats d'étudiants et de ce qui reste des jeunes des grands partis politiques, les jeunes de moins de 45 ans sont à peu près absents des débats institutionnels qui portent sur les orientations de long terme, alors même qu'ils en assumeront les entières conséquences.

En même temps, le comportement politique des jeunes pose de vrais problèmes. Sans compter leur basculement inattendu dans le « non », entre le référendum de Maastricht et celui du 29 mai 2005, la comparaison des premiers tours des présidentielles de 1988 et de 2002 montre comment la désertion des jeunes, en particulier ceux des classes populaires et intermédiaires, a lourdement contribué à la relégation de Lionel Jospin au troisième rang. Il est à craindre que nous n'ayons pas encore mesuré toutes les conséquences de la *dyssocialisation* politique des nouvelles générations.

Guerre des générations ou absence de projet

L'éventualité de l'émergence d'une guerre des générations fait partie des thèmes les plus médiatisés du moment. Un tel augure est pourtant improbable : dans l'histoire, les soulèvements ont rarement été le fait des plus opprimés. Une question plus intéressante est bien celle du pronostic : les nouvelles générations préfigurent le monde de demain qui émerge avec elles. Les jeunes impécunieux d'aujourd'hui seront les vieux pauvres de 2040 puisque, par effet de scarification, les générations mal parties arrivent généralement mal.

Les nouvelles générations nous permettent de lire par anticipation l'avenir que la société française se prépare. Paupérisées, préfigurant des inégalités croissantes, promises au déclassement, elles sont aussi marquées par un développement humain problématique : en France, le taux de mortalité des trentenaires, 50 % supérieur à ce qu'il est en Suède, est semblable aujourd'hui à celui des Hongrois. Sensibles au nouvel éloge de la fuite, les plus

doués renoncent à essayer d'exercer ici une inventivité qui trouvera dans d'autres pays une place où s'épanouir. Ces nouvelles générations nous confrontent à nos impasses, à une voie vers le sous-développement. Ce pronostic risque bien de se réaliser si nous ne faisons rien, si nous nous contentons des petites mesures qu'à court terme nous affectionnons tant. Est-il caricatural de dire que les nouvelles générations sont à la fois les victimes d'un libéralisme qui protège les libertés de ceux qui en ont les moyens, et d'un faux socialisme qui a oublié ses enfants ?

En même temps, pouvons-nous dire que nous avons tout fait au cours des vingt dernières années pour améliorer le sort des jeunes ? Ce serait faux, tout autant que d'affirmer que l'on ne peut rien à leur sort. En réalité, seuls les pays du sud de l'Europe ont fait aussi mal que nous. Avec une démographie semblable et une contrainte macroéconomique similaire, l'exemple des pays nordiques en matière d'intégration de la jeunesse montre que des politiques mettant la priorité, et les moyens, sur l'intégration précoce des jeunes dans de vrais emplois valorisés, au même titre que n'importe quel autre adulte, permettent une réelle transmission d'un pacte social intergénérationnel renouvelé. En cotisant tôt, en s'intégrant précocement, en étant rapidement autonome par le travail, les jeunes pourront retourner ensuite à l'université où ils sauront tirer bénéfice des enseignements qui leur sont proposés. Nous ne serons certes pas Suédois en 24 heures, et, dans les relations entre partenaires sociaux, il nous manque avant tout cette culture de responsabilité sans laquelle rien ne se fera. Nous avons ainsi perdu vingt ans à nous rassurer en attendant le retour de la croissance rapide, vainement. Maintenant, l'urgence est réelle. Quel projet d'avenir la société française offre-t-elle à ses nouvelles générations ? Là est bien la question : est-il seulement possible de parler de projet ? Nous sommes aujourd'hui les orphelins de l'idée de long terme.